ASSEMBLÉE NATIONALE

23 juin 2025

INTERDIRE UN MARIAGE EN FRANCE LORSQUE L'UN DES FUTURS ÉPOUX RÉSIDE DE
FAÇON IRRÉGULIÈRE SUR LE TERRITOIRE - (N° 1583)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 45

présenté par

Mme Faucillon, Mme K/Bidi, Mme Bourouaha, M. Brugerolles, M. Bénard, M. Castor, M. Lecoq,
Mme Lebon, M. Maurel, M. Maillot, M. Monnet, M. Nadeau, M. Peu, Mme Reid Arbelot,
M. Rimane, M. Sansu et M. Tjibaou

ARTICLE 1ER A

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité Supprimer les alinéas 3 et 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer le troisième alinéa de l'article 1er A de la présente proposition de loi.

Les rédacteurs de cet amendement rappellent que conditionner l'accès au droit du mariage à un élément prouvant la régularité du séjour est inconstitutionnel, en plus de constituer une violation grave des droits fondamentaux garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Cet amendement propose ainsi de s'opposer à l'ajout d'un alinéa à l'article 63 du Code civil. Cet alinéa est particulièrement flou, ouvrant ainsi la possibilité à des abus ou à des refus arbitraires, constituant ainsi un risque non négligeable de discrimination.

Cette mesure nie ainsi l'existence et la réalité des couples binationaux, restreignant ainsi le droit au mariage aux seuls détenteurs de la nationalité française. C'est pourquoi, au nom des principes fondamentaux établis par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et la Cour européenne des droits de l'Homme, les rédacteurs de cet amendement demandent la suppression de cet alinéa.